

A NOS LECTEURS...

Le précédent numéro de P.N.L.C.C. date de septembre 73. Des circonstances indépendantes de notre volonté ne nous ont pas permis de faire autrement, mais nous avons tout de même poursuivi notre tâche et nous sommes certains que le congrès confédéral de Toulouse en sera marqué.

A partir de septembre prochain P.N.L.C.C. paraîtra à nouveau régulièrement.

NON AU CONFORT INTELLECTUEL (suite)

“Le dernier témoin de l'affaire Markovic a été abattu”. (Charlie-hebdo).

Le bureau confédéral n'a pas voulu être en reste et a cru devoir y aller de sa larme. Il s'est *“incliné avec respect devant la mémoire du Président de la République”* et a rendu *“hommage au courage exemplaire dont M. Georges POMPIDOU a fait preuve jusqu'au dernier moment dans l'exercice de ses fonctions”*.

Toujours bêtes et méchants nous estimons que le bureau confédéral s'est mêlés de ce qui ne le concernait pas. Si certains de ses membres connaissaient personnellement (ce qui n'est pas un crime, ni une faute) le citoyen Georges POMPIDOU, ce n'est pas l'affaire de l'organisation. Quant au président de la république il soutenait la politique du capital contre les travailleurs: nous ne souhaitons jamais la mort du *“pécheur”*, mais nous refusons d'oublier ce qu'il était de son vivant. C'est trop facile.

Mourir avec courage à son poste cela arrive tous les ans en France, à deux à trois milles exploités, dans des accidents du travail. Au risque de passer pour d'affreux démagogues nous affirmons être plus touchés par la mort d'un balayeur que par celle d'un président de la république. Et puis heureusement, nous n'avons pas le sens du sacré et nous savons bien que nous y passerons tous. La vie continue, l'exploitation des travailleurs aussi.

Conclusion: une niaiserie de plus au crédit de nos camarades confédéraux. Bof!

SOLJENITSYNE ET L'ETAT SOVIETIQUE:

Soljénitsyne est un écrivain de talent. Il a aussi du courage. Comme tout homme il a droit à la SOVIETIQUE liberté de penser et de s'exprimer. Quelles que soient ses opinions il n'est pas question d'approuver une seule des mesures vexatoires prises contre lui, comme contre de nombreux opposants, par l'Etat soviétique. Ces mesures il faut les dénoncer et les combattre.

Cette position de principe n'implique pas, au contraire, le refus d'une analyse en profondeur. Les écrits politiques de Soljénitsyne montrent qu'il est un fieffé réactionnaire. D'autre part, contrairement aux apparences, l'action menée contre lui par le pouvoir soviétique sert les intérêts de ce pouvoir.

Primo le PCUS, par rapport à Staline, soigne sa publicité en montrant qu'il est prêt à laisser *“voter avec les pieds”* les opposants en vue. Secundo le PCUS peut dire à la gauche des pays non communistes que les seuls opposants au régime soviétique sont des réactionnaires du genre de Soljenitsyne. Ben voyons! Ce qui

lui permet de continuer à persécuter dans l'ombre tous les opposants de gauche... dont les écrits passent beaucoup moins facilement les frontières.

Cela aussi (plutôt que de rechercher les applaudissements faciles) il faut avoir le courage de le dire.

Marc PREVOTEL.

ARISTIDE LAPEYRE...

Au mois de juin 1973 la cours d'assises de Bordeaux condamnait notre ami Aristide LAPEYRE à 5 ans de prison ferme, pour une malheureuse affaire d'avortement. Immédiatement de nombreux comités de défense se constituaient à travers le pays.

Avec nos camarades du mouvement libertaire, de la Libre-Pensée, nous préparions une importante campagne d'information et d'action: tracts, affiches, meetings, conférences, pour dénoncer la scandaleuse condamnation du militant anarchiste, expliquer les motivations profondes de son action, obtenir sa libération. Mais quelques semaines après le verdict, la maladie frappait: âgé de 75 ans, Aristide était victime d'une attaque.

Il fallut de nombreuses interventions et pressions pour obtenir la grâce médicale et rendre notre ami aux soins affectueux de sa famille et de ses amis.

Il n'est pas trop tard pour, à nouveau, remercier tous ceux qui ont activement témoigné de leur solidarité, en intervenant aux bons endroits, pour accélérer cette mise en liberté. Ils ne m'en voudront pas de ne pas les citer. Nous savons qu'ils sont intervenus parce que la cause était profondément juste, grande l'affection pour Aristide.

La maladie, inexorablement, s'est aggravée, et le 23 mars 1974, Aristide nous quittait pour toujours.

Il n'y a pas eu d'obsèques. Pas de cérémonie d'aucune sorte: il avait fait don de son corps à la faculté de médecine.

Des camarades raconteront mieux que nous, dans d'autres publications, ce que furent les cinquante années de militantisme de notre ami. A combien de causeries, de conférences publiques, de meetings, organisés par les groupes anarchistes ou les sections de libre pensée, a-t-il participé? Du Nord au Sud, d'Est en Ouest, combien de milliers de kilomètres parcourus à l'appel des camarades?

Orateur de talent, conférencier rigoureux, possédant une vaste culture qu'en parfait autodidacte il mettait constamment à jour, Aristide a été de tous les combats pour la liberté des individus, pour leur droit à disposer d'eux-mêmes, contre tous les Etats, toutes les religions, toutes les églises, tous les chefs.

Il ne se contentait pas de parler: mettre ses actes le plus possible en accord avec les idées qu'il propageait était une de ses qualités premières. Néo-malthusien, il appartenait à cette poignée de militants courageux qui ont maintenu l'action sous toutes ses formes, y compris pendant les années difficiles, quand la répression frappait encore plus durement qu'aujourd'hui, la propagande en faveur de la contraception, de l'avortement, de la vasectomie.

Ceux qui le connaissaient bien savent avec quelle joie il constatait les quelques progrès réalisés depuis quelque temps dans ces domaines, mais aussi avec quel réalisme il mesurait les nombreux obstacles qui restent à bousculer. Ces obstacles, nous avons pu en juger la puissance au cours du procès où il fut condamné à 5 ans de prison. Et bien ces obstacles nous participerons à leur démolition, où qu'il faille frapper.

Il y aurait encore beaucoup à dire: la révolution espagnole, l'organisation des réseaux pour les pourchassés

pendant l'occupation, la lutte contre la mainmise du P.C.F. et de tous les partis sur le mouvement syndical (les fondateurs de la C.G.T.F.O. en Gironde le savent bien), l'action permanente contre la pénétration cléricale dans l'école, ... et surtout, surtout, une haute conception de la solidarité, le respect du contrat passé entre camarades, et l'amitié chaude et active envers tous les opprimés, les proscrits, les victimes, les vaincus de la société.

Aristide LAPEYRE n'est plus: son combat, notre combat continue.

Jo. SALAMERO et Marc PREVOTEL.

POUR QUI VOTER?

Position difficile à tenir, que celle de la C.G.T.F.O. pendant la campagne électorale! Maintenir l'indépendance syndicale, refuser de s'engager sur un candidat, sur un programme, était pourtant indispensable.

Nous approuvons totalement cette position conséquente de la Confédération, rendue plus difficile pour ces élections présidentielles.

Car l'immense majorité de la classe ouvrière avait fait son choix. D'un côté le candidat de la droite classique, servit eur zélé du capital, représentant tout ce que notre syndicalisme combat. De l'autre le candidat des partis de gauche, de la C.G.T., de la C.F.D.T., de la F.E.N. et de nombreuses organisations auxquelles adhèrent bon nombre de militants de la C.G.T.F.O.: pour la classe ouvrière, apparemment persuadée que la volonté électoraliste peut aider à sa libération, le choix était clair. C'est pourquoi tous les travailleurs n'ont pas compris que la C.G.T.F.O. donnât l'impression de se tenir à égale distance de l'un comme de l'autre: comme si Giscard et Mitterand se valaient, comme si leurs programmes étaient semblables.

Pourtant la Confédération a eu parfaitement raison de ne par prendre parti pour le candidat de la gauche (car le soutien à Giscard était bien évidemment exclu, n'est-ce pas?) et les anarcho-syndicaliste soutiendront toujours de telles positions. Si le contraire devait se produire un jour, si d'une manière ou d'une autre l'engagement électoral tentait une O.P.A. sur la C.G.T.F.O., on nous trouverait aux premières lignes dans le combat pour le maintien de l'indépendance syndicale.

Ceci étant dit on peut toutefois se demander si le camarade Bergeron n'a pas dépassé les limites de cette fameuse indépendance du mouvement syndical. Nous nous attendons à ce que de nombreux camarades protestent vigoureusement en lisant que le secrétaire général de la Confédération n'a pas respecté à 100% la neutralité qui aurait due être la sienne. Et pourtant, une fois de plus, le citoyen a pris chez lui le pas sur le syndiqué! (il est vrai qu'il faudra un jour s'expliquer clairement sur l'art et la manière de se couper en deux pour être tantôt syndiqué, tantôt citoyen!).

Mais venons-en aux faits: dans deux éditoriaux de FO-Hebdo (n°1392 et n°1393) l'ami Bergeron a vivement insisté pour que nous allions voter. Il a fustigé les abstentionnistes en des termes particulièrement vigoureux. Pas un travailleur, pas un retraité, ne devait se soustraire au sacro-saint devoir électoral. Les termes employés dans les deux textes ne laissent aucun doute sur l'impérieuse nécessité d'aller accomplir l'acte "*définitif*", qualifié d'historique: déposer un bulletin dans l'urne.

Nous concevons parfaitement que des camarades croient aux vertus du système électoral, parlementaire, et qu'y croyant ils se fassent un devoir de participer aux obligations que ce système implique. Nous comprenons même qu'ils soient indignés par ceux qui, y croyant aussi, n'accomplissent pas ce devoir par paresse ou par négligence (quoique la bigoterie soit aussi dangereuse dans ce domaine que dans les autres).

Mais il est intolérable que le bureau confédéral ait "*oublié*" les syndicalistes-révolutionnaires qui (à notre connaissance font partie intégrante de la C.G.T.F.O., et qui eux ne votent pas. Non pas par indifférence au problème social: leur attitude de tous les jours le démontre. Mais parce qu'ils sont convaincus que, dans la lutte pour l'émancipation des travailleurs, le système parlementaire est une voie de garage et que, quoi qu'il arrive, on ne fera pas l'économie d'une révolution.

Certes on pourra nous répondre que nous sommes quantité négligeable, que notre courant de pensée est minoritaire et que la majorité de la confédération s'est reconnue dans les propos du secrétaire général. Il n'empêche que c'est un précédent dangereux et que, tout minoritaire que nous soyons, nous ne nous sentons ni complexés, ni coupables, par rapport à ceux de nos camarades syndiqués qui, répondant à l'appel confédéral, sont allés voter. Car aller voter le 19 mai, pour un syndicaliste F.O., cela signifiait ou bien Giscard, c'est-à-dire l'ennemi déclassé, en réaction contre le programme commun et l'alliance avec le parti communiste; ou bien Mitterrand, c'est-à-dire les risques d'avoir des ministres communistes au gouvernement... et des prêtres à l'école. Cornélien! Voilà où menait l'obligation de voter tant recommandée!

Dans une autre publication de la C.G.T.F.O. un camarade a écrit en parlant de ces élections présidentielles: "*terrain miné*". Nous partageons pleinement cette appréciation et c'est pourquoi il eut été préférable d'en rester à la position admise par nous tous, du "*libre choix des adhérents*", sans insister davantage.

D'autant plus qu'on respectait ainsi la *Charte d'Amiens* qu'en cette occasion le bureau confédéral a nettement violée sans s'émouvoir le moins du monde. En effet la *Charte d'Amiens* fait clairement la différence, dans la lutte pour la transformation de la société, entre les moyens propres au syndicalisme et les moyens qui lui sont extérieurs. Voter à l'occasion de l'élection d'un président de la république est de toute évidence un de ces moyens extérieurs au syndicalisme. Mais hélas! on nous a déjà trop habitués à voir la Charte d'Amiens brandie quand elle sert les intérêts du réformisme et mise sous le boisseau quand elle les dessert. Et on prétend en même temps "*dire la vérité aux travailleurs*"...

Cela étant rappelé, l'essentiel reste à faire: nous allons avoir à lutter contre des tentatives d'atteinte à l'indépendance syndicale.

Pour le patronat et son gouvernement, tenter de résoudre leur crise cela signifie faire payer la classe ouvrière, lui demander d'accepter des sacrifices au nom de "*l'intérêt général*". Un affrontement direct comporte des risques pour la classe au pouvoir dont l'équilibre politique est loin d'être assuré. Ils essayeront donc, de mille et une manières, de domestiquer le mouvement syndical, de nous rendre dociles et passifs. Ils nous proposeront des formules qui se voudront novatrices, mais qui cacheront la même marchandise: la participation, donc l'intégration du syndicalisme, pour les aider à faire tourner leur machine.

Nous aurons comme réponse: l'action résolue pour les revendications, le refus de sacrifier les intérêts particuliers de la classe ouvrière à ce qu'ils appellent "*l'intérêt général*".

Dans le tract confédéral expliquant la non-participation de la C.G.T.F.O. à la grève du 6 décembre 1973, nous avons lu avec satisfaction que notre confédération est une "*organisation de classe*". Il est souhaitable que le congrès confédéral de juin 1974 reprenne sérieusement à son compte cette vérité en l'appuyant sur les données de la situation économique actuelle.

Pour notre part nous nous efforcerons qu'il en soit ainsi.

Jo SALAMERO.

ÉNERGIE...

Une brochure très intéressante traitant de la "*crise*" de l'énergie vient d'être publiée par la Fédé-chimie. Nous en conseillons vivement la lecture. Et nous sommes certains que les responsables de la fédération la communiqueront avec plaisir aux militant F.O. qui la leur demanderaient: Fédéchimie C.G.T.F.O., 9 rue Cadet, 75009 PARIS.

LES BONNES ADRESSES DU PASSÉ...

Militant de la Fédération romande, affiliée à la Première Internationale, James GUILLAUME fut exclu de cette dernière en même temps que BAKOUNINE, au congrès de La Haye (1972), par des manoeuvres peu ragoûtantes de Karl MARX qui présageaient la ligne que devaient suivre ses disciples.

En 1874 James GUILLAUME publia une brochure intitulée "*Idées sur l'organisation sociale*" où il exposait les perspectives fondamentales du socialisme anti-autoritaire (donc fédéraliste et libertaire et non libéral).

A ceux qui croient pouvoir faire l'économie d'une révolution nous dédions les premières pages de cette brochure.

QU'ENTEND-ON PAR REVOLUTION?

La réalisation des idées contenues dans les pages qu'on va lire, ne peut s'obtenir qu'au moyen d'un mouvement révolutionnaire.

Il ne manque pas de gens qui se disent socialistes, et qui prétendent que la transformation sociale doit s'opérer par degrés, sans brusques secousses; l'idée d'une révolution qui se donnerait pour programme de changer du jour au lendemain les bases de l'ordre établi, est contraire à la nature même des choses, disent-ils; le progrès lent et continu, voilà la loi du développement humain, loi que nous enseigne l'histoire et à laquelle des impatientes, avides de coups de théâtre et de changements à vue, se flatteraient en vain de soustraire la société moderne.

Ceux qui raisonnent ainsi confondent deux choses très différentes.

Certes, ce n'est pas nous, matérialistes, qui méconnaîtrons cette grande vérité, la base même de notre théorie sur le développement des êtres animés: à savoir que les changements, dans la nature, ne s'opèrent point par brusques sauts, mais par un mouvement continu et presque insensible. Nous savons que ce n'est pas en un jour que l'homme est sorti de l'animalité, et que tout changement, tout progrès demande du temps pour s'accomplir.

Cette loi s'applique aujourd'hui même sous nos yeux: la société moderne subit une transformation lente. Les idées nouvelles s'infiltrant dans les masses, des besoins nouveaux réclament satisfaction, de nouveaux et puissants moyens d'action sont mis tous les jours à la disposition de l'humanité. Cette transformation s'accomplit peu à peu, c'est une évolution insensible et graduelle, tout à fait conforme à la théorie scientifique; mais, chose dont ceux à qui nous répondons ici ne tiennent pas compte, l'évolution en question n'est pas libre, elle rencontre une opposition souvent violente; les intérêts anciens qui se trouvent lésés, la force de résistance qu'oppose l'ordre établi, mettent obstacle à l'expansion normale des idées nouvelles; celles-ci ne peuvent se produire à la surface, elles sont refoulées, et leur opération, au lieu d'être complète, est forcément réduite à un travail de transformation intérieure, qui peut durer de longues années avant de devenir apparent. Extérieurement, rien ne semble changé; la forme sociale est restée la même, les vieilles institutions sont debout; mais il s'est produit, dans les régions intimes de l'être collectif, une fermentation, une désagrégation qui a altéré profondément les conditions mêmes de l'existence sociale, en sorte que la forme extérieure n'est plus l'expression vraie de la situation. Au bout d'un certain temps, la contradiction devenant toujours plus sensible entre les institutions sociales, qui se sont maintenues, et les besoins nouveaux, un conflit est inévitable; une révolution éclate.

Ainsi, l'oeuvre de transformation a été bien réellement graduelle et progressive, mais gênée dans ses allures, elle n'a pu s'accomplir d'une façon régulière et modifier au fur et à mesure les organes sociaux; elle reste forcément incomplète, jusqu'au jour où les forces nouvelles se trouvant, par une accumulation successive d'accroissements constants, en état de surmonter la résistance des forces anciennes, une crise se produit, et les obstacles sont emportés.

Ce n'est pas en un jour que le flot grossit au point de rompre la digue qui le contient; l'eau monte par degrés, lentement, mais une fois qu'elle a atteint le niveau voulu, la débâcle est soudaine et la digue s'écroule en un clin d'oeil.

Il y a donc conséquence deux faits successifs, dont le second est la conséquence nécessaire du premier: d'abord la transformation lente des idées, des besoins, des moyens d'action au sein de la société; puis, quand le moment est venu où cette transformation est assez avancée pour passer dans les faits d'une manière complète, il y a la crise brusque et décisive, la révolution, qui n'est que le dénouement d'une longue évolution, la manifestation subite d'un changement dès longtemps préparé et devenu inévitable.

Il ne viendra à l'esprit d'aucun homme sérieux d'indiquer à l'avance les voies et moyens par lesquels doit s'accomplir la révolution, prologue indispensable à la rénovation sociale. Une révolution est un fait naturel, et

non l'acte d'une ou de plusieurs volontés individuelles: elle ne s'opère pas en vertu d'un plan préconçu, elle se produit sous l'impulsion incontrôlable de nécessités auxquelles nul ne peut commander.

Qu'on n'attende donc pas de nous l'indication d'un plan de campagne révolutionnaire; nous laissons cet enfantillage à ceux qui croient encore à la possibilité d'une dictature personnelle pour accomplir l'émancipation humaine.

James GUILLAUME.

CORRESPONDANCE:

Pour prendre contact avec les camarades qui publient P.N.L.C.C., écrire à:

Jo SALAMERO 16 rue du Languedoc Cité Léon Weber 33700 MERIGNAC

ABONNEMENTS:

10Fr. les 6 numéros.

Soutien: 25Fr.

Marc PREVOTEL C.C.P. 18 183 96 PARIS
